



## **DELIBERATION N° CP 2018-358**

**DU 19 SEPTEMBRE 2018**

### **POLITIQUE RÉGIONALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS 4ÈME RAPPORT POUR 2018**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** Le règlement n°360/2012 de la Commission Européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides des minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

**VU** Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis ;

**VU** Le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;

**VU** La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**VU** Le régime cadre exempté de notification N°SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020 ;

**VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** Le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L 541-13 et suivants ;

**VU** La délibération n° CR 105-11 du 17 novembre 2011 relative à la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets ;

**VU** La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du CPER 2015-2020 ;

**VU** La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

**VU** La délibération n° CR 22-16 du 17 mars 2016 relative à la simplification des dispositifs d'aides régionales par la suppression de la modulation ;

**VU** La délibération n° CP 16-158 du 18 mai 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types relatives à la prévention et à la valorisation des déchets ;

**VU** La délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la Région vers un objectif « zéro déchet » en Ile de France ;

**VU** La délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 relative à la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 ;

**VU** La délibération n° CR 92-15 «délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente » modifiée par délibération n° CR 162 du 22 septembre 2017 «simplifier le fonctionnement du Conseil régional ;

**VU** La délibération n° CP 18-111 du 16 mars 2018 relative à la modification du fonds propreté et de la politique de soutien à la prévention et de valorisation des déchets ;

**VU** Le Règlement budgétaire et financier approuvé par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prolongé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

**VU** Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2018 ;

**VU** l'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

**VU** l'avis de la commission des finances ;

**VU** le rapport n°CP 2018-358 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

### **Article 1 :**

Décide de participer, au titre du dispositif « **soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets** », au financement des opérations détaillées dans les fiches-projets correspondantes ci-jointes en annexe 1.

Subordonne le versement des subventions susvisées à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération CP n°16-158 du 18 mai 2016, au titre du dispositif de soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets, modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 et modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **550 000,00 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme PR 72-001 « Prévention et gestion des déchets », action 472001063 « Economie circulaire et déchets », du budget 2018.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 Volet 3 « transition écologique et énergétique », Sous-volet 32 « économie circulaire et économie des ressources », Projet 322 « recyclage et valorisation des déchets ».

### **Article 2 :**

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière des déchets », programme HP 72-001 « Prévention et gestion des déchets », action 17200107 « Plan déchets », du budget 2018, dans le cadre du développement d'une application smartphone de signalement des dépôts sauvages.

### **Article 3 :**

**Emet un avis favorable** au projet de plan régional de prévention et de gestion des déchets de la Région Centre-Val de Loire et à son rapport d'évaluation environnementale associé **assorti d'une réserve portant sur l'ajustement du principe de limitation des apports de déchets non dangereux non inertes en provenance des départements limitrophes** : la Région Ile-de-

France souhaite, au vu des bassins versants des syndicats de traitement des déchets interrégionaux, que le projet de PRPGD Centre-Val de Loire, autorise, à titre dérogatoire, l'élargissement de la zone d'imports de ces syndicats à l'ensemble de l'Île-de-France pour les installations implantées dans des départements limitrophes à la région Île-de-France.

Demande :

- D'être associée à l'étude que la Région Centre-Val de Loire a prévu dans son projet de plan sur la définition des quotas de déchets pouvant provenir d'autres régions. Cette étude pourra intégrer une démarche d'optimisation et de mutualisation du parc des installations d'incinération pour la problématique des flux interrégionaux.
- De mettre en place conjointement avec la Région Centre-Val de Loire, un suivi interrégional des flux de déchets transitant entre les deux régions.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Paris.

## **ANNEXE A LA DELIBERATION**

## **FICHES PROJETS**

**DOSSIER N° 18006423 - DECHETERIE - CREATION DE L'ECO-CENTRE DE LISSES**

**Dispositif** : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CR105-11 du 17/11/2011

**Imputation budgétaire** : 907-72-204181-472001-1700

Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	1 450 000,00 € HT	24,14 %	350 000,00 €
Montant total de la subvention			350 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYNDICAT MIXTE POUR LA COLLECTE, LE TRAITEMENT DES DECHETS ET LEUR VALORISATION, LA PRODUCTION D'ENERGIE - SMCTVPE

Adresse administrative : 63 RUE DU BOIS CHALAND  
91090 LISSES

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur Xavier DUGOIN, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 19 septembre 2018 - 31 décembre 2019

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le SMCTVPE, syndicat issu de la fusion du SIREDOM et du SICTOM du Hurepoix, a maillé son territoire de 21 éco-centres (déchèteries) qui collectent 100 000 tonnes de déchets par an. Il souhaite renforcer les sites existants et en développer le maillage afin de collecter plus de 150 000 tonnes de déchets par an en assurant un temps d'accès à ces sites, pour tout ménage, d'environ 15 minutes.

Le futur site de Lisses viendra renforcer le maillage du territoire du SMCTVPE et spécifiquement celui de la Communauté d'agglomération Grand Paris Sud qui compte aujourd'hui une déchèterie pour 60 000 habitants. Cet éco-centre d'une surface de 6 900m<sup>2</sup>, devrait permettre la collecte de 3 500 tonnes de déchets qui seront collectés séparément dont tous les déchets encombrants et gravats, souvent à l'origine de dépôts sauvages, les déchets valorisables tels que ferraille, déchets végétaux, cartons... et aussi les déchets toxiques (D3E, DDS, piles, huiles...).

Il sera équipé :

- de 8 quais pour 10 bennes,
- d'un local fermé pour la collecte des D3E et des DDS,
- de ponts bascule pour assurer un suivi des flux de déchets entrants et sortants,
- de vidéo-surveillance pour limiter les opérations de vandalisme,

- d'un bassin de rétention des eaux pluviales pour la réserve des eaux d'extinction incendie.
- Il sera ouvert aux 177 communes du SMCTVPE ainsi qu'aux entreprises artisanales commerciales et agricoles de 10 salariés maximum. Il vise cependant en priorité les 5 communes de Lisses, Evry, Courcouronnes, Villabé, Mennecy soit un bassin de 93 700 habitants. L'ouverture au public est prévue 5 jours sur 7 (fermeture les mardis et les vendredis mais ouverture dimanche matin et jours fériés) avec des horaires différenciés été / hiver.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Ce projet s'inscrit dans le cadre du Contrat d'Objectif Territorial (mesure 6 de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets en Ile-de-France, cf. délibération CR 105-11 du 17 novembre 2011) conclu entre le Conseil Régional Ile-de-France et le SIREDOM (délibération du SIREDOM du 8 juin 2016 / approbation lors de la Commission Permanente du Conseil Régional du 15 juin 2016), qui permet une bonification des taux et des plafonds d'aides de la Région de la mesure 3 : taux d'aides maximal de 35% des dépenses éligibles / aide régionale plafonnée à 350 000 €.

#### Localisation géographique :

- LISSES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Etudes préalables	20 000,00	1,38%	Fonds Propres	1 030 000,00	71,03%
Missions de maîtrise d'oeuvre	70 000,00	4,83%	Agence de l'eau Seine Normandie	70 000,00	4,83%
Contrôle SPS (sécurité et protection de la santé)	10 000,00	0,69%	Région Ile-de-France	350 000,00	24,14%
Systèmes de pesée et vidéo	80 000,00	5,52%	Total	1 450 000,00	100,00%
Travaux	1 190 000,00	82,07%			
Mobilier urbain / espaces verts	80 000,00	5,52%			
Total	1 450 000,00	100,00%			

**DOSSIER N° 18011238 - PILOTE INDUSTRIEL DE CAPTATION DU CO2 POUR LE TRAITEMENT DES FUMÉES DE L'UNITÉ DE VALORISATION ÉNERGETIQUE DE SAINT-OUEN (93)**

**Dispositif** : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement) (n° 00000353)

**Délibération Cadre** : CR105-11 du 17/11/2011

**Imputation budgétaire** : 907-72-204181-472001-1700

Action : 472001063- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	720 000,00 € HT	27,78 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SYCTOM SYNDICAT MIXTE CENTRAL  
TRAITEMENT ORDURES MENAGERES

Adresse administrative : 35 BD DE SEBASTOPOL  
75001 PARIS 01

Statut Juridique : Syndicat Mixte

Représentant : Monsieur Jacques GAUTIER, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 19 septembre 2018 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Dès 2010, le SYCTOM a lancé des études pour l'intégration urbaine de son centre de traitement et de valorisation des déchets à Saint-Ouen, dans le cadre plus vaste et en anticipation de l'opération publique d'aménagement de la ZAC des Docks, prenant place aux abords même du centre.

Suite aux Etudes Préliminaires (EP) et d'Avant-Projet (AVP), le Syctom a acté le choix d'un traitement des fumées de type sec au bicarbonate, avec une optimisation poussée de la valorisation énergétique, consistant à récupérer l'énergie latente contenue dans les fumées basses températures.

Les performances environnementales du futur traitement des fumées sont les suivantes :

Performances attendues	Arrêté du 20/09/2002 modifié	Arrêté du 03/03/2005 + APC du 05/03/2012	Valeurs projet garanties constructeur
Polluants	Valeur moy. Journalière (mg/Nm3, sauf dioxines en ng/Nm3) dans les conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 % sur gaz sec		
Poussières	10	10	3
HCl	10	10	3
SO2	50	50	9
HF	1	1	0,5
NOx	80*	80	38



COT	10	10	5
CO	50	50	30
NH3	30	10	5
Cd+Ti	0,05	0,05	0,015
Hg	0,05	0,05	0,015
Sb+As+Pb+Co+Cr+Cu+Mn+Ni+V	0,5	0,5	0,2
Dioxines et furanes	0,1	0,1	0,03

(\*) Le Plan de Protection de l'Atmosphère 2005-2010 de la région Ile de France a imposé un abaissement à 80 mg/Nm3 (au lieu des 200 mg/Nm3 prescrits par l'arrêté du 20/09/2002 modifié) de la concentration en NOx des émissions des incinérateurs d'ordures ménagères situées dans le périmètre francilien sensible aux NOx.

Ce dispositif de traitement des fumées est complété par un projet innovant de recherche et développement pour le captage et la valorisation du CO2 contenu dans les fumées.

Ce projet, d'un genre totalement nouveau, consiste à utiliser le CO2 pour assurer la croissance d'algues marines et produire des bio-carburants et des bioplastiques : il va être mené sur le site de Saint-Ouen-sur-Seine, avec pour finalité la mise en place d'un pilote de laboratoire puis d'un pilote industriel.

Ce projet s'appuie sur un contrat de recherche et développement impliquant un consortium international composé de Setec Energie Environnement, le pilote et 5 établissements de recherche prestigieux composés de l'École Polytechnique de Montréal, MINES Paris Tech, l'Institut Royal de Technologie de Stockholm (KTH), l'Université d'Almeria (Espagne) et Sveriges Tekniska Forskningsinstitut (Suède).

Le financement de la Région porte sur la réalisation du pilote industriel soit un montant d'investissement de 720 000 € HT.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Il s'agit de la mesure 8 de l'axe 3 de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets qui vise à renforcer les performances de recyclage des déchets ménagers et assimilés : le montant de la subvention représente 10% du montant total de l'opération estimé à 2 000 000,00 € HT, soient 200 000 €.

#### Localisation géographique :

- SAINT-OUEN

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2018

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Travaux	720 000,00	100,00%	Région Ile de France	200 000,00	27,78%
Total	720 000,00	100,00%	Fonds propres	520 000,00	72,22%
			Total	720 000,00	100,00%